Communication de la Commission de la concurrence

(art. 28 de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les cartels et autres restrictions de la concurrence, LCart; RS 251)

Accords dans le domaine des opérations de dérivés de taux d'intérêts à court terme basées sur le LIBOR, TIBOR et éventuellement d'autres taux d'intérêts de référence. Le 2 février 2012, le Secrétariat de la Commission de la concurrence a ouvert, en accord avec un membre de la Présidence, une enquête contre plusieurs banques et intermédiaires financiers (cash-Broker), afin de déterminer l'existence de restrictions illicites à la concurrence en vertu de l'art. 5 LCart (cf. publications dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC) N° 31 du 14 février 2012 et dans la Feuille fédérale FF 2012 1180 s.).

Le 22 avril 2013, la présente enquête a été élargie en accord avec un membre de la Présidence aux entreprises suivantes: Barclays Bank plc, Londres (Royaume-Uni), BNP Paribas SA, Paris (France), Crédit Agricole SA, Montrouge (France) et Lloyds TSB Bank Plc, Londres (Royaume-Uni).

S'ils désirent participer à la procédure, les tiers concernés peuvent s'annoncer au secrétariat de la Commission de la concurrence dans un délai de 30 jours, à compter du jour de la présente publication. Selon l'art. 43, al. 1, let. a à c, LCart peuvent s'annoncer:

- a. les personnes qui ne peuvent accéder à la concurrence ou l'exercer du fait de la restriction à la concurrence;
- b. les associations professionnelles ou économiques que leurs statuts autorisent à défendre les intérêts économiques de leurs membres, pour autant que les membres de l'association ou de l'une de ses sections puissent participer à l'enquête;
- c. les organisations d'importance nationale ou régionale qui se consacrent statutairement à la protection des consommateurs.

Les annonces sont à adresser au secrétariat de la Commission de la concurrence, Monbijoustrasse 43, 3003 Berne, téléphone: 031 322 20 40/fax: 031 322 20 53.

7 mai 2013

Secrétariat de la Commission de la concurrence